

**La Roumanie dans l'Union Européenne: quelle
valeur ajoutée?
Bruxelles, 5 décembre 2003**

Discours de M. Mircea GEOANA
Ministre des Affaires Etrangères de Roumanie

Tout d'abord permettez-moi d'exprimer encore une fois le plaisir que j'ai à me retrouver en Belgique, parmi de si nombreux amis. La Roumanie a bénéficié tout au long de ces dernières années de l'appui ferme et sans faille de la Belgique pour ses objectifs d'intégration européenne. Je tiens à en remercier tout particulièrement M. Louis Michel.

C'est un réel privilège que de pouvoir m'adresser à vous à partir de cette tribune prestigieuse, à l'Institut des relations internationales. Nous avons étudié avec un intérêt soutenu vos analyses et vos évaluations, et en particulier la dernière étude de l'Institut Royal des Relations Internationales sur la dimension de sécurité européenne, qui s'impose par sa hauteur de vue et sa dimension visionnaire.

J'aimerais vous remercier également de l'honneur que vous me faites de pouvoir vous faire part de mes fortes convictions sur les différentes sortes de développement en Europe. Je voudrais vous entretenir de la valeur ajoutée que la Roumanie peut apporter au projet européen, ainsi que de sa vision sur le rôle de l'Europe dans le monde.

Certains d'entre vous pourraient se demander quelle contribution pourrait apporter un pays comme la Roumanie à l'Union Européenne. L'Europe est confrontée à ses propres dilemmes, qui consistent à concilier des impératifs tenant au fonctionnement efficace et légitime de la future Union Européenne, notamment par l'élaboration d'une Constitution Européenne, tout en continuant à approfondir l'intégration. Ce travail ne peut ignorer la nécessité d'assurer la croissance économique, la compétitivité et la cohésion européennes, qui garantiront le succès de son élargissement historique et la réalisation de l'objectif de convergence.

La Roumanie à la rencontre de l'histoire

Au milieu des défis de toutes sortes et de l'effervescence réformatrice de l'Europe, la Roumanie mène son propre combat pour son avenir, pour le parachèvement de son destin européen, pour la rencontre avec sa propre histoire.

Les enjeux de notre action nous sont fort clairs : l'intégration à l'Union Européenne est le projet de société le plus important de la Roumanie moderne, après la création de l'Etat national roumain. Sortis pour toujours du cauchemar totalitaire, les citoyens roumains sont parfaitement conscients de l'opportunité qui se présente à eux de combler le handicap historique qui leur a été imposé par la géographie, à l'avant-poste du monde occidental. Il s'agit pour eux de se reconnecter pour toujours à leur famille naturelle, celle des valeurs et des principes européens.

La Roumanie veut appartenir tout d'abord à un système fondé sur les valeurs, les principes européens et le modèle social de l'Europe. La Roumanie souhaite participer, aux côtés des autres nations européennes, à la construction d'une Europe politique puissante et unie, capable d'offrir la sécurité intérieure, mais surtout un modèle viable de développement, au bénéfice de ses citoyens et du monde entier.

C'est cette conviction qui nous donne la détermination politique et l'énergie pour accomplir nos réformes et restructurer notre société en profondeur. C'est cette conviction qui a généré l'élan qui a permis à mon pays de traverser les affres de l'une des transitions les plus dures de l'Europe centrale. Le projet européen bénéficie d'un fort soutien populaire et du consensus de la classe politique roumaine.

C'est pour cela que mon message reste simple, mais fort : vous pouvez compter sur la Roumanie dans la construction européenne.

La Roumanie se prépare à devenir membre de l'Union Européenne en 2007. Le mois dernier, la réunion du Forum d'Intégration Européenne de Roumanie a réuni les

représentants de tous les partis politiques, des syndicats et de la société civile, et a confirmé la détermination politique unanime de continuer à un rythme accéléré nos préparations afin de finaliser les négociations en 2004. Bien que 2004 soit une année électorale, l'intérêt national nous commande d'accélérer nos efforts, et le gouvernement roumain est déterminé à persévérer sur ce rythme.

Mais les défis persistent. Le Rapport de Pays de la Commission Européenne du début du mois de novembre dernier a mis en évidence les progrès accomplis par la Roumanie, mais aussi les domaines qui exigent encore de sérieux efforts de notre part. Nous avons considéré ce Rapport comme un instrument de travail, comme une radiographie très précise des points où les faiblesses subsistent, et où il convient d'affecter des ressources et des efforts supplémentaires afin de les surmonter.

L'élément le plus important à cet égard est notre détermination politique à surmonter ces difficultés.

Pour répondre à une des principales observations du Rapport de pays, nous sommes particulièrement soucieux de renforcer les capacités de l'administration publique, parce que nous sommes conscients que ces faiblesses peuvent obérer les capacités de la Roumanie à utiliser pleinement les opportunités qui lui sont offertes dans le cadre de l'adhésion à l'Union Européenne.

La Roumanie a adopté également un ensemble de mesures destinées à combattre la corruption et la bureaucratie, et à promouvoir la transparence et la déontologie dans la vie politique. Une mesure emblématique consiste ainsi en la simplification des procédures en matière d'achat public, par la voie électronique (e-procurement). J'affirme ici que la Roumanie a adopté l'une des réglementations les plus agressives en matière de lutte contre la corruption.

Nous avons mis en place un Institut national d'administration, par lequel nous entendons fournir aux jeunes Roumains qui désirent entrer dans la fonction publique l'assurance que leur choix leur permettra d'envisager une carrière prestigieuse dans laquelle ils pourront exercer des responsabilités importantes pour définir et mettre en œuvre le futur européen de la Roumanie.

Nous devons également persévérer dans la réforme du système judiciaire, renforcer les mécanismes concurrentiels du marché et poursuivre le processus de privatisation. Le travail acharné que nous avons mené ces 3 dernières années commence à porter ses fruits : une croissance économique robuste - 5 % au cours des dernières années, et un déficit budgétaire inférieur à 3%.

Pour la première fois depuis 1989 la Roumanie a intégralement mis en œuvre un accord stand-by avec le FMI. Nous sommes un train de négociier un nouvel Accord, de précaution cette fois ci, afin de garantir aux marchés la poursuite de nos réformes et de nos politiques économiques.

La Roumanie de ces dernières années a bel et bien démontré qu'elle avait abandonné la politique conjoncturelle du "stop and go", pour s'engager sur la voie de la croissance durable, de la constance économique et de la responsabilité politique.

Des dizaines de milliers d'étudiants roumains résident aujourd'hui à l'étranger, et l'une des nos préoccupations sera de récupérer nos élites professionnelles.

Une de nos préoccupations majeures porte sur les ressources que nous entendons affecter à la cohésion interne, économique, sociale et territoriale. Ces ressources doivent viser à stimuler les investissements dans l'infrastructure, les services publics, la productivité et la compétitivité. A cet égard, l'investissement stratégique dans les ressources humaines et dans le domaine de la recherche et du développement est fondamental.

A court terme, nos priorités envisagent de parvenir au niveau économique de la moyenne de l'Europe Centrale. A moyen terme, nous nous proposons d'atteindre le revenu moyen par habitant de l'Union Européenne. A long terme enfin, la Roumanie se propose d'arriver à une position correspondante à son potentiel et à ses ressources au sein de l'UE, c'est-à-dire celle de 7ème pays de l'Union parmi les 27. En effet, pour la Roumanie, le pari européen est d'atteindre le niveau qui représente notre vrai potentiel.

Mais le plus grand enjeu n'est ni 2004 – c'est-à-dire moment où nous espérons conclure les négociations d'adhésion – ni la signature du Traité d'adhésion en 2005, ni même la date cible de 2007, quand nous deviendrons, j'en suis sûr, membres de l'UE. La question essentielle que les citoyens roumains se posent est en effet la suivante : quel type de pays sera la Roumanie à l'intérieur de l'Union Européenne ? Le véritable enjeu est bien celui de bâtir le profil stratégique de la Roumanie au sein de l'UE.

Je suis convaincu que nous apporterons en Europe non seulement le dynamisme économique et réformateur incontestable dont la Roumanie a fait preuve ces dernières années, mais également la richesse d'un peuple doté d'un héritage culturel extrêmement riche et diversifié, qui joint l'héritage culturel des Roumains à celui des Saxons, des Hongrois, des Juifs et de toutes les autres communautés ethniques de Roumanie.

Mon propos est de vous démontrer que la Roumanie va atteindre un niveau de cohérence et de développement internes qui lui permettra d'être un membre responsable de l'Union Européenne. Elle entend bien contribuer à ses objectifs de consolidation interne, être à l'avant-garde des valeurs et des actions européennes, et soutenir la vocation globale de l'Union Européenne.

L'Europe à plusieurs promesses

L'Europe peut se voir comme une grande promesse faite aux citoyens européens des 15, et aussi à ceux des 12 autres membres à venir. Mais c'est également une promesse faite à la Turquie, ainsi qu'aux pays des Balkans Occidentaux. Les attentes des pays voisins de l'Union Européenne, et plus largement les espoirs des citoyens du monde dans son ensemble sont également aussi extrêmement élevés à l'égard de l'UE.

...Les promesses vers ses citoyens

En premier lieu, l'Europe doit tenir ses promesses en ce qui concerne la solidarité, la prospérité, l'intégration, mais aussi la

sécurité interne et la légitimité démocratique que ses citoyens ont le droit d'en attendre.

La construction européenne se retrouve aux carrefours de ces exigences. Le projet de Traité Constitutionnel en cours de négociation, les implications de la Stratégie de Lisbonne et l'impératif d'assurer la convergence entre les 15 et les futurs 12 pays membres sont autant de défis qui vont définir la mesure dans laquelle l'Union Européenne aura la preuve de son succès.

Aujourd'hui, l'Union Européenne se focalise sur les débats qui reflètent les enjeux du futur Traité Constitutionnel menés au sein de la CIG. Les enjeux de ces débats sont clairs : reconcevoir l'équilibre institutionnel, les règles de fonctionnement de l'Union Européenne, l'application des principes de subsidiarité et de proportionnalité, pour aboutir à un juste équilibre entre les domaines communautaires et les compétences proprement nationales.

Nous soutenons l'idée de doter l'Union d'une seule voix et d'un visage personnalisé, comme le propose la Convention avec l'élection d'un président à plein temps du Conseil européen. Nous avons soutenu dans la CIG le principe un Etat – un commissaire, conscients des difficultés que poseraient au sein de la Commission, une différenciation entre deux catégories de commissaires, avec ou sans droit de vote. Le réalisme nous amène cependant à ne pas exclure un scénario qui inclurait une Commission plus restreinte, dans une Union à 27 ou plus. Une décision dans ce sens pourra être obtenue après que la phase d'hésitations soit dépassée et que le système conçu à Nice ait été testé en pratique.

Un mot encore, sur les modalités de flexibilité dans le processus d'intégration européenne. Au sein de la CIG, la Roumanie soutient les propositions sur les coopérations renforcées et sur la coopération structurée. Si un groupe d'avant-garde est en mesure et désireux d'ouvrir des pistes nouvelles pour le reste de membres, il convient de le soutenir. Il reste néanmoins très important que de telles initiatives soient circonscrites au cadre politique et institutionnel de l'Union, et surtout qu'elles restent ouvertes aux autres Etats membres.

L'autre grand défi de l'Europe sera de parachever l'Agenda de Lisbonne, en assurant la création de l'économie la plus compétitive du monde, fondée sur la connaissance et l'innovation, tout en remplissant les objectifs d'emploi, de développement durable, et de convergence.

Le succès des multiples initiatives qui se déroulent actuellement en Europe est vital pour la Roumanie. Notre intérêt est en effet de participer à une Europe qui soit forte, unie et ambitieuse.

La Roumanie comprend bien les enjeux de la construction européenne, et notamment la responsabilité qui incombe aux nouveaux membres de renforcer la construction européenne. Un pays comme la Roumanie entend apporter des solutions viables inspirées par son propre dynamisme, et contribuer à relever les défis de l'agenda de Lisbonne par sa croissance et sa flexibilité, ainsi que par les ressources et le potentiel dont elle dispose.

Permettez-moi de vous donner un seul exemple récent qui illustre notre volonté de contribuer à la sécurité interne des citoyens européens : le gouvernement roumain a décidé de consacrer 100 millions d'euros pour sécuriser les frontières orientales de la Roumanie, qui vont devenir celles de l'Union Européenne.

...Les promesses de l'Europe vers ses voisins

Mais l'action que nous menons pour la sécurité des frontières de l'Union Européenne ne doit pas nous amener à édifier un nouveau mur de séparation.

Il existe dans les régions voisines de l'UE un énorme "besoin d'Europe", un besoin de stabilité, de sécurité et des valeurs démocratiques que l'Europe a si largement diffusées, un besoin de prospérité qu'elle peut stimuler à travers les instruments propres à ses accords d'association. Enfin, et ce n'est pas le moins important, la perspective d'acquérir la qualité de membre est en elle-même un facteur qui apporte la stabilité et la cohérence politique.

L'Europe a besoin d'un voisinage stable et prospère, qui ait évacué tous les facteurs de risque et d'instabilité. En effet, elle ne peut remplir ses objectifs de croissance et de sécurité interne sans avoir un voisinage stable et sûr. C'est pour cette raison que l'Europe a un besoin profond d'investir dans la stabilité démocratique, dans la sécurité économique et sociale de ce que l'UE souhaite définir comme l'Europe Elargie - Nouveau Voisinage.

L'Europe ne peut pas assister passivement aux évolutions malheureuses qui se déroulent à sa frontière orientale. La lutte contre les risques auxquels elle est confrontée aujourd'hui exige le renforcement des initiatives à même de résoudre des conflits « gelés », aussi bien ceux du voisinage oriental de l'Europe (le conflit de Transnistrie), que ceux du Caucase. Les entités non-étatiques de la République de Moldavie et du Caucase génèrent de l'instabilité par l'implantation du crime organisé, du trafic d'armes et du trafic d'êtres humains, autant de facteurs qui soutiennent les réseaux terroristes du monde entier.

Le conflit de Transnistrie a mis en évidence les possibilités mais aussi les limites du cadre de l'OSCE pour trouver une solution à la crise.

La Roumanie réaffirme son appui total à la République de Moldavie en vue de parvenir à une solution juste et durable du conflit de Transnistrie, tout en préservant son intégrité territoriale et sa souveraineté.

Nous ne pourrions surmonter les menaces « globales » du XXIème siècle que par une solidarité totale des acteurs internationaux importants. La Roumanie salue à cet égard le rôle joué par la Russie dans la lutte contre les menaces globales, et sa contribution à la sécurité internationale. La Russie bénéficiera de la stabilité, de la sécurité régionale et, par extension, de la prospérité que l'élargissement de l'Union européenne et les liens consolidés avec cet espace de sécurité et de prospérité apporteront. C'est pour ces raisons que la Russie n'a pas besoin de maintenir ce qu'on appelle des "cordons sanitaires" militaires au-delà de ses frontières, dans les régions qui jouxteront l'Union Européenne. Nous sommes

persuadés que la Roumanie peut contribuer à la consolidation des relations de confiance et d'ouverture avec la Fédération Russe.

La Roumanie estime également que la politique européenne de voisinage ne sera pas complète si elle n'intègre pas la région de la Mer Noire, qui est la prolongation stratégique naturelle de la Méditerranée.

Ma conviction est qu'une des missions de la Roumanie sera d'aider l'Europe à retrouver sa géographie originelle amputée par les guerres mondiales du siècle dernier, en rapprochant les pays européens séparés par l'histoire, et en leur redonnant un espoir en leur avenir.

C'est bien pour cela que, lorsque nous parlons du profil stratégique de la Roumanie en tant que futur membre de l'UE et de l'OTAN, nous parlons non seulement de notre soutien aux objectifs à court terme de la sécurité de l'Union, concernant des frontières plus sûres, des flux migratoires mieux maîtrisés, la lutte contre la criminalité transfrontalière et contre tous les types de trafic, mais aussi des objectifs liés au développement démocratique et aux perspectives de stabilité et prospérité des ces pays.

La Roumanie sera à l'avant-poste de l'Europe pour la propagation des valeurs et de la vision européenne dans sa zone d'appartenance, c'est-à-dire dans la direction de l'Europe orientale et méridionale, mais également dans une région-clé pour la sécurité européenne et globale, à savoir le Moyen Orient Elargi. En effet, nous entendons inscrire notre démarche dans le cadre d'une contribution plus large de la Roumanie à la cristallisation d'une vision stratégique de l'OTAN et de l'UE pour l'espace plus large qui va de la Mer Noire à l'Asie Centrale, et que nous définissons comme le Moyen Orient Elargi.

La contribution de la Roumanie à une approche commune de l'Europe envers cet espace stratégique majeur peut aider à la mise en place des objectifs de configuration de la politique étrangère et de sécurité commune, qui est un préliminaire à une plus grande ambition de l'UE sur le plan international.

...Les promesses en matière de sécurité

Les risques qui pèsent sur la sécurité internationale et les défis auxquels la communauté internationale doit faire face, exigent une présence européenne plus active sur le plan international. L'Union Européenne doit parler d'une seule voix, en se dotant d'une politique extérieure cohérente et d'un outil qui puisse refléter sa capacité de projeter ses capacités de défense en relais de sa politique extérieure.

Les nouveaux risques pesant sur la démocratie et la sécurité de la communauté internationale et, au premier chef les menaces du terrorisme et du crime organisé, du trafic d'êtres humains et d'armes, y compris celles de destruction massive, ne peuvent être combattus que par des efforts conjoints des Etats-Unis et de l'Europe, par le renforcement du partenariat transatlantique et par la participation de toutes les nations démocratiques et responsables.

Les récents attentats d'Istanbul démontrent que la menace terroriste peut frapper n'importe quand et n'importe où. Seul un partenariat transatlantique solide peut nous préserver de cette menace sans précédent.

La question de fond qui subsiste dans les débats transatlantiques consiste à se demander s'il existe une contradiction entre une Europe plus forte du point de vue militaire et une Alliance Nord-Atlantique plus globale.

Il n'existe aucune contradiction entre le développement des capacités de défense de l'Union européenne et l'OTAN. Au contraire, l'Alliance Nord-Atlantique peut tirer profit de la consolidation de la dimension européenne de défense en vue d'équilibrer la balance de la contribution européenne.

Pendant la période durant laquelle l'entité européenne de politique étrangère et de défense devra se consolider, **l'Europe ne devrait pas craindre la prise de responsabilité par l'OTAN en Afghanistan et en Irak. Nous avons besoin de l'OTAN pour projeter les capacités militaires**

européennes sur des théâtres extérieurs. Un pilier européen fort et crédible ne peut que contribuer à une relation transatlantique plus équilibrée et à une OTAN mieux adaptée aux défis sécuritaires actuels.

La Roumanie désire être un allié européen solide des Etats-Unis, membre d'une Alliance Nord-Atlantique renforcée et d'une Union Européenne forte sur le plan globale. Il n'y a aucune contradiction entre l'attitude pro-atlantiste de la Roumanie et son enthousiasme réel pour le projet politique européen. Nous ne voulons pas choisir entre les Etats-Unis et l'Europe, parce que nous voulons choisir les deux à la fois. Ce n'est que par la consolidation du partenariat transatlantique que la communauté internationale sera plus sûre et plus stable et la Roumanie entend militer en ce sens.

La Roumanie soutiendra la cohérence et la nature complémentaire des processus de développement des capacités au niveau de l'UE et de l'OTAN. En ce qui concerne la sécurité, et en particulier sur l'accès de l'Union aux capacités de l'OTAN sur la base des accords "Berlin +", la Roumanie va s'attacher à mettre en évidence, dans les débats au sein de l'UE et de l'OTAN, la nécessité d'éviter tant les compétences faisant double emploi que les approches concurrentielles.

... Les promesses de l'Europe au monde entier

Nous ne pouvons pas vivre dans un monde sans règles. La consolidation des instruments globaux multilatéraux doit coïncider avec leur profond renouveau. L'Europe et l'Amérique ont un intérêt égal pour la réussite de cet effort.

La Roumanie soutiendra le renforcement du droit international et de ses institutions, le multilatéralisme raisonnable et surtout

efficace. A partir de l'année prochaine, la Roumanie sera membre du Conseil de Sécurité de l'ONU pour deux ans, ce qui nous offre l'opportunité de consolider notre profil stratégique par la participation aux débats et à la solution des problèmes globaux.

Les solutions ad-hoc et l'arbitraire ne peuvent pas se substituer au besoin d'ordre, de légitimité et de sécurité. Mais ce serait une illusion dangereuse que de prétendre que l'actuelle architecture institutionnelle globale - créée pour un monde différent, avec d'autres défis et un rapport de forces différent - peut offrir une réponse à l'agenda de sécurité et de développement du XXI-ème siècle. Il est temps pour les femmes et les hommes d'Etat des deux cotés de l'Atlantique d'avoir le courage et l'ambition de dépasser les débats stériles sur les centres de pouvoir et de se concentrer sur la qualité et le modèle de gouvernance globale à offrir.

Le véritable enjeu n'est pas de savoir si le modèle auquel nous avons à faire est uni- ou multipolaire : c'est bien entendu l'histoire qui donnera la réponse adéquate. Je pense en revanche qu'il est tout à fait clair que nous avons avant tout besoin d'une réorganisation majeure du système international, sans pour autant se concentrer exclusivement sur le recensement du nombre de pôles mondiaux de pouvoir. Ce qui importe en effet, ce n'est pas le nombre de ces pôles, mais bien leur qualité et le modèle qu'ils offrent au monde entier.

Tout ces débats concernant le caractère unipolaire ou multipolaire du monde actuel, concernant les divergences transatlantiques ou les rapports entre la dimension européenne de défense et l'OTAN, deviennent secondaires par rapport à la réponse que la communauté des nations démocratiques et prospères doit fournir au 21e siècle à cette question :

Quel est le modèle de gouvernance globale offert par la société occidentale aux citoyens du monde?

Je pense qu'ici réside **la promesse fondamentale que l'Europe peut faire au monde entier : le modèle de gouvernance globale qu'elle offre**. Si la communauté des nations démocratiques n'offre pas un modèle viable de

développement, toutes les prémisses du modèle occidental seront mises en question, surtout au Moyen Orient.

Nous ne pourrons rien construire de vraiment durable aussi longtemps que la grande majorité des citoyens de la planète n'aura pas accès aux avantages offerts par le progrès, à un modèle de développement durable, à l'éducation, à des services sociaux décentes, à l'emploi et à la perspective d'une vie digne. Si le nouveau totalitarisme, basé sur l'idéologie du terrorisme, a trouvé un "créneau" et des adeptes, c'est parce que les préjugés, les inégalités et la pauvreté sont des réalités courantes dans de nombreuses régions du monde.

L'Europe dispose de la capacité unique de démontrer par la force de l'exemple que des pays et des nations, autrefois en conflit, peuvent se retrouver dans une construction du consensus, de la paix durable et de la prospérité.

L'Europe peut toujours démontrer que l'altérité ethnique, nationale ou religieuse ne constitue pas une entrave, mais au contraire, un énorme avantage de force, de dynamisme et de flexibilité.

L'Europe a, par dessus tout, la capacité unique de fournir une réponse plus sociale et plus équitable aux problèmes du monde moderne, par la force de son propre modèle d'intégration.

Le XXI^e siècle n'est pas seulement synonyme de mondialisation, dans le sens commercial du terme, technologique et de communication : c'est bien la mondialisation des valeurs qui fera la différence.

La mission de l'Europe est de garder son élan unique au bénéfice des nations et des peuples qui ont connu le cauchemar de l'injustice et du totalitarisme, en luttant pour la mondialisation des valeurs démocratiques et humanistes et du modèle éthique de développement, basé sur la coopération et l'intégration, la participation et la responsabilité envers le sort de tous les citoyens de notre monde.

Mesdames et Messieurs,

Les années à venir seront décisives pour notre continent.

De notre réussite commune à élargir et reformer l'Europe dépendra non seulement l'avenir de notre projet politique sans égal ; non seulement le bien être et la sécurité de nos citoyens ; non seulement l'influence de l'Europe et l'équilibre stratégique avec les Etats Unis dans le monde : de notre succès dépendra avant tout le modèle global de développement de l'avenir, et le type d'organisation à l'échelle planétaire.

L'Europe porte en elle l'espoir de prouver que la démocratie, le libre marché et la mondialisation peuvent être maîtrisés au bénéfice de toutes et de tous.

Voici l'ambition que nous avons pour notre Europe. C'est cette Europe-là que nous voulons rejoindre. La Roumanie est prête à s'atteler à ce vaste chantier.

Ce n'est qu'ensemble que nous pourrons réussir.